

Pour les six derniers salariés de Petroplus Raffinage Reichstett (PRR), le compte à rebours approche de son terme. Le 31 janvier, ils quitteront définitivement l'entreprise où ils travaillaient pour certains depuis de longues années, après avoir pris soin de couper les compteurs et de verrouiller les issues derrière eux. Ce jour-là, confirme Claude Philipponneau, président de PRR et directeur de la raffinerie, « toute activité cessera sur le site ».

Près de trois ans après avoir arrêté la production, Petroplus Raffinage Reichstett, qui avait été entraîné dans la faillite de sa maison-mère (le groupe suisse Petroplus), a en effet décidé de jeter l'éponge. « Nous avons demandé la liquidation au tribunal », indique M. Philipponneau. L'affaire devrait être examinée par la chambre commerciale du TGI de Strasbourg le 10 février prochain.

La mise en sécurité des installations a été assurée

C'est donc vraisemblablement à un liquidateur nommé par la justice qu'il reviendra de gérer les suites de cet épineux dossier. Car pour l'heure, seul le volet social a été réglé. Les 250 salariés de la raffinerie ont pour la plupart été licenciés (quelques-uns avaient accepté un reclassement dans d'autres raffineries du groupe avant qu'il ne s'effondre), comme l'a été une partie de la centaine de contractants qui travaillaient en permanence dans l'enceinte de la raffinerie.

PRR, qui a assuré la mise en sécurité des installations et a achevé en novembre dernier l'évacuation des dernières ma-

tières dangereuses (en l'occurrence plusieurs centaines de tonnes de dépôts qui s'étaient accumulés au fond des bacs de fiouls lourds), n'est pas parvenu à trouver les fonds pour financer les coûteuses opérations de démantèlement et de remise en sécurité du site. « Nous avons poursuivi les discussions pour vendre les unités de raffinage, mais elles n'ont pas abouti à ce jour », explique M. Philipponneau, en reconnaissant qu'il y avait « peu de chances qu'elles aboutissent » encore. Cette charge devrait donc incomber aux futurs propriétaires des terrains. C'est d'ailleurs ce qu'avait prévu la chambre commerciale du tribunal de grande

instance de Strasbourg en septembre 2012 en attribuant à la société française Brownfields les 320 hectares (soit près de la moitié de l'emprise de la raffinerie) sur lesquels se trouvent les anciennes installations de production.

Discussions

L'entreprise, spécialisée dans le rachat, la dépollution et le redéveloppement immobilier d'anciens sites industriels, s'était engagée à démanteler les tours, les réacteurs et les milliers de kilomètres de tuyaux et à remettre les sols en état dans un délai de cinq ans. Elle espérait débiter le chantier début 2013. Las, « cette offre était soumise à

un certain nombre de conditions suspensives qui n'ont pas été levées », explique M. Philipponneau. Tout est donc à refaire, ou presque. Car entre-temps, une solution a été trouvée pour la partie sud. Rubis Terminal est devenu propriétaire du site de stockage de produits pétroliers de la raffinerie (lire ci-contre). Le liquidateur va donc devoir reprendre les discussions avec les candidats à la reprise du site de la raffinerie. Parmi les nombreuses sociétés françaises et étrangères qui ont manifesté leur intérêt, trois seraient susceptibles de faire une offre, estime le président de PRR. Difficultés supplémentaires : leurs propositions devront né-

cessairement être élaborées en liaison avec la DREAL (direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) qui a fixé un programme de travaux de dépollution à réaliser, ainsi qu'avec les collectivités locales qui sont très intéressées par ce gisement de terrains. Il va donc sans doute falloir attendre le lendemain des élections municipales pour avancer sur ce point.

Le site de la raffinerie risque donc de rester en l'état pendant quelques mois encore. Impossible en effet d'entamer quoi que ce soit sans argent. Or les caisses de Petroplus Raffinage Reichstett sont vides. La société avait même dû ferrailer ses bacs de brut pour payer les salaires de ses derniers employés. Quant à la garantie financière déposée par Petroplus en 2008 pour obtenir l'autorisation d'exploiter la raffinerie (consignée par le préfet du Bas-Rhin par un arrêté du 2 mai 2013), elle est dérisoire au regard de l'importance des travaux à réaliser. Elle se monte, en tout et pour tout, à 2 732 880 euros. ■

ODILE WEISS

L'activité de la raffinerie s'est arrêtée en 2011. PHOTO ARCHIVES DNA - LAURENT RÉA

36,5 MILLIONS

Rubis Terminal a repris l'an dernier la partie sud du site de la raffinerie, où se trouvaient les bacs de stockage, ainsi que le terminal du port aux pétroles de Strasbourg et les pipelines qui assuraient la liaison entre ces deux sites. La filiale du groupe Rubis, qui a repris huit salariés, a lancé un programme d'investissement de 36,5 millions d'euros sur cinq ans destiné à dépolluer les terrains et à moderniser les installations de stockage. Cette acquisition, avait expliqué Rubis, devait lui permettre de sécuriser l'approvisionnement régional en produits pétroliers et de relancer une activité de chargement de camions citernes à destination du nord et de l'ouest de l'agglomération strasbourgeoise.